



**Fourniture d'un véhicule pour les services techniques
de la Commune d'Ornex**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Date et heure limites de réception des offres

Mardi 23 février à 12h

SOMMAIRE

Article Premier : Objet de la consultation – Dispositions générales	3
1.1 Objet du marché.....	3
1.2 Décomposition en tranches et lots	3
1.3 Durée du marché.....	3
Article 2 : Pièces contractuelles du marché	3
Article 3 : Délais d'exécution ou de livraison	3
Article 4 : Conditions d'exécution des prestations	3
Article 5 : Maintenance	3
Article 6 : Garanties financières	3
Article 7 : Avance.....	3
Article 8 : Modalités de règlement des comptes	3
8.1. Présentation	3
8.2. Modalités de transmission des factures.....	4
8.3. Délai global de paiement.....	5
Article 9 : Pénalités.....	5
9.1. Pénalités de retard	5
9.2. Pénalités pour travail dissimulé	5
Article 10 : Assurance	5
Article 11 : Résiliation du marché	5
Article 12 : Droit et langue	6
Article 13 : Dérogations au CCAG.....	6
Article 14 : Clauses techniques particulières.....	6
14.1. Caractéristiques principales	6
14.2. Garantie.....	6
14.3. Conditions générales de livraison :	7
14.4. Bon de livraison	7

Article Premier : Objet de la consultation – Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) concernent l'acquisition d'un véhicule neuf ou d'occasion pour les services techniques de la Commune d'Ornex.

1.2 Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

1.3 Durée du marché

La durée du marché se confond avec le délai d'exécution indiqué à l'acte d'engagement et au présent C.C.P.

Article 2 : Pièces contractuelles du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- l'Acte d'Engagement,
- le Cahier des Clauses Particulières,
- le devis détaillé,
- la notice technique,

Article 3 : Délais d'exécution ou de livraison

Le titulaire indiquera à l'acte d'engagement son délai de mise à disposition du véhicule. Le véhicule sera livré au Centre technique Municipal, 310 rue de Bėjoud 01210 ORNEX.

Article 4 : Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché.

Article 5 : Maintenance

Les prestations de maintenance sur site pendant la durée totale de la garantie sont à préciser par le candidat ainsi que les moyens humains et matériels mis à disposition pour répondre à ce service.

La Commune d'Ornex demande une garantie de 2 ans minimum sur le véhicule.

Article 6 : Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 7 : Avance

Aucune avance ne sera versée.

Article 8 : Modalités de règlement des comptes

8.1. Présentation des demandes de paiements

Le titulaire émet une facture afin d'en obtenir le paiement adressé à la mairie d'Ornex. Les factures sont établies en un original.

Elles portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- l'identification des prestations,
- le nom et l'adresse du titulaire,

- le numéro du compte bancaire à créditer,
- la période de réalisation des prestations,
- le prix forfaitaire des prestations concernés en euros H.T.,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant total T.T.C.,
- la date d'établissement de la facture,

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions. En cas de pièces ou d'informations manquantes, le délai de paiement est suspendu jusqu'à la date d'obtention des justificatifs ou informations qui lui ont été réclamés.

8.2. Modalités de transmission des factures

Dans le cadre de la promotion de la dématérialisation dans la commande publique, l'ordonnance du 26 juin 2014 définit le calendrier d'obligation de facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics respectifs :

- 1^{er} janvier 2017 : obligation pour les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés) et les personnes publiques ;
- 1^{er} janvier 2018 : obligation pour les entreprises de taille intermédiaire (250 à 5 000 salariés) ;
- 1^{er} janvier 2019 : obligation pour les petites et moyennes entreprises (10 à 250 salariés) ;
- 1^{er} janvier 2020 : obligation pour les très petites entreprises (moins de 10 salariés).

Cette disposition généralise par ailleurs aux collectivités territoriales et à tous les établissements publics, l'obligation faite à l'Etat d'accepter les factures électroniques.

En fonction de la situation particulière du titulaire, ce dernier devra se soumettre aux dispositions suivantes :

a) Titulaire soumis à l'obligation d'émission de facture dématérialisée :

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro à l'adresse suivante : <https://choruspro-pro.gouv.fr/>

Le titulaire renseignera le numéro SIRET de la mairie d'Ornex : 210 102 810 00012

Les éléments suivants sont nécessaires :

- le numéro du marché,
- le numéro de la facture,
- le nom et l'adresse du créancier,
- les références du compte bancaire ou postal, rigoureusement identiques à ceux indiqués dans l'acte d'engagement,
- le numéro de SIRET ou SIREN et du registre de commerce,
- le code APE,
- le montant total HT et TTC des travaux effectués, ainsi que le taux de TVA appliqué.

b) Titulaire non-soumis à l'obligation d'émission de facture dématérialisée

L'adresse de facturation est la suivante :

Mairie d'Ornex – 45 Rue de Béjoud – 01210 ORNEX

8.3. Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 9 : Pénalités

9.1. Pénalités de retard de livraison ou de mise à disposition du véhicule

Une pénalité de 250 euros TTC par semaine de retard de livraison ou de mise à disposition du véhicule sera appliqué au titulaire.

9.2. Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article 10 : Assurance

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 11 : Résiliation du marché

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00%.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés ou de refus de produire les pièces prévues dans l'arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Article 12 : Droit et langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 13 : Dérogations au CCAG

Sans objet.

Article 14 : Clauses techniques particulières

14.1. Caractéristiques principales

Les caractéristiques minimales prévues pour le véhicule sont les suivantes :

- Gabarit de véhicule < 3t5
- Véhicule avec benne et rehausses grillagées latérales
- Taille maximum de benne 1m55 de largeur et 2m50 de longueur
- Couleur blanche
- Véhicule équipé d'une seconde batterie ainsi que d'un alternateur renforcé pour supporter la charge de deux batteries
- Benne basculante ou tri bennes
- Tapis de protection en plastique et housses de protection en tissu sur chaque siège
- Triangle AK5 LED, bande réfléchissante et gyrophare orange LED
- Crochet d'attelage à boule avec prise de courant aux normes
- 2/3 places assises
- 2 portes minimum
- Auto radio Bluetooth
- Avoir la climatisation
- Être livré avec pneus « été » montés et pneus « hiver » sur jantes
- Véhicule à motorisation essence
- Boîte automatique de préférence
- Minimum 100 chevaux
- Ensemble nettoyeur haute pression avec groupe 500 litres sur cadre (livré dans la benne du véhicule et amovible) avec les caractéristiques suivantes :
 - o Cuve 500 litres polyéthylène, couvercle à vis
 - o Groupe haute pression : moteur essence démarrage manuel
 - o Aspiration produit en basse pression
 - o Pression min 150 bars, 13l/mn
 - o Distributeur 1 voie – by pass
 - o 1 lance haute pression
 - o Enrouleur automatique équipé de 20m de tuyau

Le titulaire se chargera de l'immatriculation du véhicule.

14.2. Garantie

Le candidat devra proposer sur l'acte d'engagement la durée totale de la garantie du véhicule, avec un minimum de deux ans.

14.3. Conditions générales de livraison :

Le véhicule devra être livré au Centre technique Municipal, 310 rue de Béjoud 01210 ORNEX.

Il est demandé une formation simple de deux à trois agents amenés à utiliser le véhicule.

14.4. Bon de livraison

Un bon de livraison devra accompagner la remise du véhicule. Le bon de livraison sera numéroté et en deux (2) exemplaires. Il comportera le nom et adresse du titulaire, la référence de la commande et la date de livraison.

Le bon de livraison devra faire apparaître le libellé et le code article mentionné sur le bon de commande.